

papier communal, ce qui porta à 55 millions le montant de ce papier, et à 60 millions le total des dépenses depuis l'insurrection. Ces 6 millions qui, au taux actuel du papier communal, n'en représentaient que 3 environ en numéraire, furent consacrés à donner des secours aux militaires blessés ou infirmes, des indemnités aux troupes étrangères à Venise, et quelques subsides aux personnes contraintes d'émigrer. Manin réunit une dernière fois la garde civique, lui parla dans les termes les plus flatteurs, exalta les services qu'elle avait rendus, réclama son concours pour maintenir l'ordre jusqu'au bout, et parla beaucoup de lui-même, de son patriotisme, de sa loyauté; son but principal était de reconquérir sa popularité assez diminuée dans ces derniers temps.

Au moment où la lettre de Manin était arrivée à Milan, la paix entre le Piémont et l'Autriche était signée, et la guerre de Hongrie touchait à son terme; les Autrichiens connaissaient bien d'ailleurs l'extrémité à laquelle Venise se trouvait réduite. De Bruck répondit qu'il n'y avait plus lieu à négocier, et que Venise devait se soumettre aux conditions fixées par le maréchal Radetzky dans sa proclamation du 4 mai. Il fallait en passer par là, et le 17 août, Manin envoya à Mestre une commission chargée de traiter avec le général Gorzkowsky qui, depuis peu de temps avait remplacé Thurn tombé malade. Mais comme les envoyés vénitiens demandaient des explications sur l'article concernant les personnes qui devaient quitter la ville, et sur l'amnistie accordée aux sous-officiers et aux soldats, on dut en référer à Milan, et, pendant ce temps-là, il ne fut pas possible d'obtenir de Gorzkowsky la suspension des hostilités. Radetzky envoya son chef d'état-major